

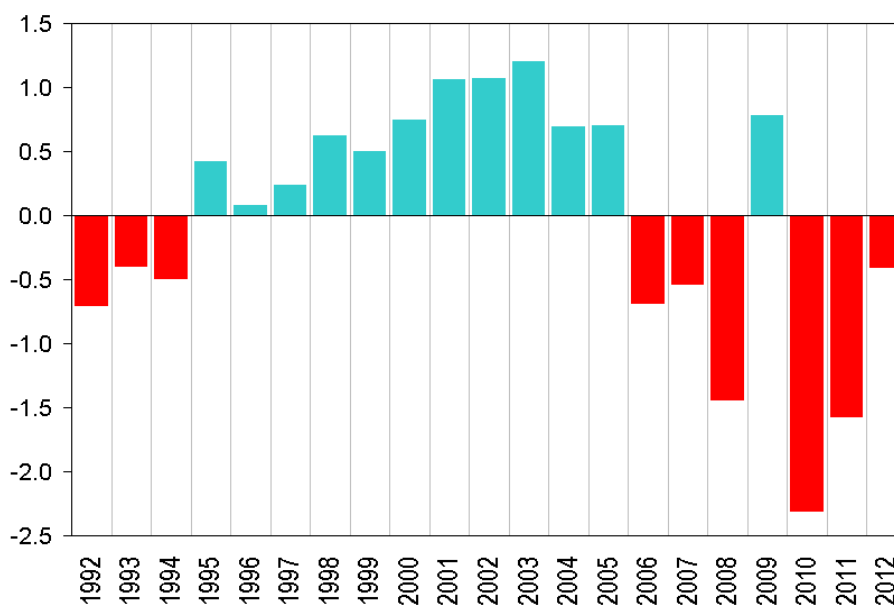
La débâcle de l'Europe*

note [hussonet](#) n°41, 2 novembre 2011

La décision de Georges Papandreou, le premier ministre grec, de soumettre l'accord du sommet européen à référendum marque une nouvelle étape dans la crise européenne. Il faut d'abord situer cette crise dans la durée, pour bien en comprendre les causes et les enjeux.

Cette crise n'est pas seulement une crise des dettes souveraines, c'est aussi, plus fondamentalement, une crise de la construction européenne. On s'aperçoit aujourd'hui que l'Europe à la mode néolibérale était mal conçue. La monnaie unique devait servir d'instrument de police salariale puisqu'il devenait impossible de dévaluer. Mais cette contrainte a été en partie contournée par le surendettement dopé par de bas taux d'intérêt réels, et par des déficits extérieurs croissants. Pendant une décennie (1995-2005) les pays du « Sud » de l'Europe (Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Portugal) ont connu un taux de croissance supérieur de près d'un point aux pays du « Nord » (Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, Pays-Bas). Mais cela ne pouvait durer et la situation se retourne dès 2006 (voir graphique 1). Depuis la crise, à l'exception de 2009, la croissance des pays du « Sud » est nettement inférieure à celle du « Nord ». La crise a donc révélé les incohérences du modèle européen et elle creuse la divergence entre les trajectoires des différents pays.

Graphique 1
Ecart de croissance du PIB entre Sud* et Nord de la zone euro**



* Sud : Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Portugal.

** Nord : Allemagne, Autriche, Belgique, Finlande, Pays-Bas.

L'augmentation des dettes publiques a elle-même trois causes : l'effet mécanique de la récession, le coût du sauvetage des banques, mais aussi le fruit empoisonné des politiques menées depuis de longues années, qui consistaient à baisser les impôts payés par les entreprises et les ménages les plus riches. Le passage brutal à l'austérité budgétaire enclenche alors un cercle vicieux : en coupant dans les dépenses, on ralentit l'activité économique, ce qui fait baisser les recettes, de telle sorte que le déficit n'est pas réduit.

Il y avait a priori plusieurs scénarios possibles. Le scénario de l'austérité consiste à s'engager dans une longue période de régression sociale nécessaire pour résorber peu à peu le poids de la dette au détriment des conditions d'existence de la majorité de la population. Mais on savait qu'un certain nombre de pays, en

* version française de "[The endless bailout of Europe](#)", *workersliberty.org*, 2 November, 2011

premier lieu la Grèce, ne pourraient pas payer la dette. D'où le risque de contagion à d'autres pays conduisant à un scénario d'éclatement de la zone euro.

Le scénario de la fédéralisation aurait consisté à prendre en charge de manière mutualisée l'ensemble des dettes européennes selon différentes modalités, dont la principale est la monétarisation de la dette par la Banque centrale européenne. C'est en effet le seul moyen de ne pas exposer le financement des Etats à la spéculation des marchés financiers. Enfin le scénario radical consisterait, puisque les dettes souveraines sont en grande partie détenues par les banques européennes, à nationaliser ces banques et organiser le défaut des pays les plus exposés.

Depuis près de deux ans, les gouvernements européens naviguent à vue entre plusieurs écueils. Le premier est ce que les économistes appellent le *moral hazard* : la prise en charge du défaut grec pourrait être un signal incitant d'autres pays à se dispenser des mesures d'austérité. Le coût du défaut retomberait sur les pays « vertueux » (notamment l'Allemagne) et les marchés financiers prendraient la dette de nombreux autres pays comme objets de spéculation. Mais l'éclatement de la zone euro est aussi considérée comme un risque majeur, y compris par l'Allemagne qui perdrait tous ses avantages compétitifs.

L'accord du 27 octobre 2011 était, comme les précédents, une solution provisoire et baroque qui entérinait le refus allemand d'une transformation du statut de la BCE lui permettant de financer directement les Etats. La dette grecque était en théorie réduite de moitié, mais au prix d'une véritable mise sous tutelle, d'une austérité renforcée et d'un programme massif de privatisations. Techniquement, les points faibles de cet accord, probablement mort-né, étaient évidents. La réduction de la dette est volontaire, comme le précise le [texte de l'accord](#) : « nous invitons la Grèce, les investisseurs privés et toutes les parties concernées à développer un échange volontaire d'obligations avec une remise nominale de 50 % »¹. Il ne faut pas en effet annoncer un défaut grec qui déclencherait le mécanisme infernal des CDS (*Credit Default Swaps*) qui viendraient alors demander leur dû.

Pour éviter la contagion à d'autres pays, il est fait appel au Fonds Européen de Solidarité Financière. Créé en mai 2010, ce fonds a été doté de 440 milliards d'euros, mais après les plans de sauvetage de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, il ne lui reste plus que 200 à 250 milliards d'euros environ. Pour qu'il puisse servir de pare-feu, il devrait pouvoir disposer théoriquement de 1000 milliards d'euros. Mais les Etats ne veulent plus payer et cette somme serait obtenue par les mêmes méthodes qui ont conduit à la crise financière : « effet de levier » et « véhicule spécial d'investissement » (*Special Purpose Vehicle*) avec un appel aux pays émergents, notamment à la Chine. Par ailleurs, les banques devraient être recapitalisées, mais pas trop tôt, pour qu'elles ne soient pas obligées de réduire leurs profits et leur distribution de dividendes. Comme le dit un des négociateurs de l'accord : « Pas besoin d'être parano pour être terrifié² ». Mais le plus terrifiant, c'est la volonté des classes dominantes de faire payer la facture de la crise aux peuples européens.

Sortir de l'euro ?

La sortie de l'euro est présentée comme une solution miracle. Elle permettrait au pays concerné, par exemple la Grèce, de dévaluer et de rétablir sa compétitivité. Cette proposition repose sur le constat que la construction européenne était viciée à la base, dans la mesure où elle ne prenait pas en compte les trajectoires divergentes des différents pays de la zone euro. La réponse cohérente serait de mettre en place des outils d'harmonisation : un budget européen important, une fiscalité sur le capital unifiée, des fonds d'harmonisation sociaux, un salaire minimum européen. Mais cette perspective peut sembler hors de portée.

¹ "We invite Greece, private investors and all parties concerned to develop a voluntary bond exchange with a nominal discount of 50%"

² voir : « [The euro deal: No big bazooka](#) », *The Economist*, Oct 29th 2011.

La sortie de l'euro n'est pas pour autant une meilleure solution: ce serait mettre la charrue avant les bœufs et commettre une erreur stratégique. La dette serait en effet augmentée à proportion du taux de dévaluation et la nouvelle monnaie serait exposée sans défense aux attaques spéculatives. Ces pressions serviraient alors à justifier une politique d'austérité encore plus sévère.

En France, les partisans de la « démondialisation » ne préconisent pas tous la sortie de l'euro, mais la préoccupation est la même. Comme ils font du libre-échange la source de tous nos maux, ils proposent pour l'essentiel un protectionnisme fiscal, autrement dit des taxes sur les importations. Là encore, l'objectif est de rétablir la compétitivité. On ne voit pas très bien en quoi une telle mesure pourrait, comme par enchantement, rétablir une répartition des revenus plus justes : ce n'est pas un impôt aux frontières qui conduira les rentiers à renoncer à leurs avantages. De plus, la compétitivité dépend de bien d'autres facteurs que le prix des marchandises. Mais surtout, ce serait entrer dans une logique doublement perverse. Celle de la concurrence d'abord : un pays ne peut améliorer sa situation grâce à une meilleure compétitivité qu'en prenant des parts de marché (et donc des emplois) aux pays voisins. Ensuite celle du productivisme qui ne voit d'autre moyen de créer des emplois qu'en faisant plus de croissance.

Sortir de l'eurolibéralisme

Le double préalable, c'est d'établir un rapport de forces favorable au monde du travail et d'annuler au moins une partie de la dette. La stratégie possible est donc faite de mesures unilatérales, en contradiction avec les règles du jeu de l'Europe néo-libérale, mais qui viserait l'extension des mesures progressistes à l'ensemble de l'Europe³. Les réponses techniques existent et reposent sur ce triptyque cohérent : 1) monétarisation des dettes par la Banque Centrale Européenne ; 2) nationalisation des banques ; 3) annulation de la partie illégitime des dettes. Cet ensemble de mesures permettrait en effet de solder la crise en la faisant payer à ceux qui ont profité des délires du capitalisme financiarisé.

Mais les enjeux sont avant tout sociaux et la situation est finalement simple à résumer : grâce à la déréglementation, à la financiarisation, etc. une minorité étroite s'accapare les richesses produites, comme le montre la montée des inégalités. Mais cela va plus loin : cette minorité organise l'économie et la société en fonction de ses intérêts, et elle dispose du pouvoir de décider des priorités sociales, en dépossédant les peuples de tout droit de regard sur leur destin. Il est donc hors de question qu'elle renonce à ces privilèges sans une puissante intervention sociale qui doit combiner un point de vue global et les initiatives locales ou sectorielles.

Par ailleurs, le capitalisme est dans une impasse : le modèle néo-libéral ne peut plus fonctionner, et le retour au capitalisme des « Trente glorieuses » est impossible. Une sortie progressiste passe donc par une remise en cause radicale de ce système : la répartition des richesses est le point d'application immédiat, mais doit s'inscrire dans une inversion totale de la logique capitaliste. Il faut mettre la satisfaction des besoins sociaux au poste de commande et en déduire les emplois utiles nécessaires, privilégier les services publics non marchands et le temps libre sur la recherche de la rentabilité et la consommation individuelle. Ce sont en outre les conditions minimales si l'on veut atteindre les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Mais comme un tel projet remet en cause la logique même du capitalisme, une très large alliance est nécessaire, entre les mouvements sociaux définis au sens large.

³ voir : Michel Husson, « [Euro : en sortir ou pas](#) », *Inprecor* n°575/576, 2011.